

Malgré les incohérences du dossier, on ne peut exclure qu'Annecy soit retenue par défaut. L'opposition écologique aux JO est très forte à Munich et un regain de tension en Corée peut modifier la donne.

- Avec une démographie galopante la Haute-Savoie étouffe et ne peut intégrer de nouvelles constructions.

- Le business olympique ne se préoccupe guère de l'emploi local, les entreprises haut-savoyardes n'auront même pas les miettes !

- Le budget global de Vancouver 2010 est estimé à 5,6 milliards d'euros. Sochi 2014 (Russie), annonce officiellement une dépense de 22,3 milliards d'euros. Annecy 2018 annonce 1,4 milliard d'euros pour fonctionnement et 1,4 milliard d'euros pour les infrastructures sportives et le transport ; mais elle ne précise pas le coût total. Annecy 2018 dépense ± 20 millions d'euros pour présenter sa candidature.

- Le public et la plupart des élus locaux manquent cruellement d'informations, notamment en ce qui concerne les dépenses prévues

- Que faire d'infrastructures inutiles ? Anneau de vitesse (84 millions d'euros), tremplins de saut à ski (19 millions d'euros), etc.

- Le tramway annécien et le doublement des voies SNCF d'Aix-les-Bains à la vallée de l'Arve sont irréalistes dans les délais impartis pour les JO.

- Les plans de prévention des risques sont baffoués, avec les tremplins et la piste de ski de fond de la Clusaz en zone rouge, et des sites de Chamonix et de la plaine de Passy en zones inondables.

- Quel que soit l'enneigement, le CIO impose la neige artificielle. Turin 2006 a consommé en quinze jours autant d'eau que 600'000 habitants en un an.

- Les JO toucheront des exploitations agricoles à la Clusaz, à Passy et au Semnoz (mises à disposition, expropriations...).

